Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 49 (1991)

Heft: 2

Vorwort: Editorial

Autor: Jenny, Alain

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

EDITORIAL

Dr. Alain Jenny
président, S.E.E.S.
Lausanne

Comme de nombreuses autres organisations suisses, la Société d'études économiques et sociales a placé, depuis deux ans, la réflexion sur le processus d'intégration européenne au premier rang de ses activités. Dans ce numéro, nous publions un article du Professeur Peter Tschopp, favorable à l'entrée de la Suisse dans la Communauté et de M. Otto Fischer, qui prend traditionnellement le point de vue contraire.

De passage à Lausanne le 17 mai, à l'invitation notamment de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Monsieur Eneko Landaburu, directeur de la politique régionale de la CE, a exposé en public quelques-uns des principaux enjeux du processus en cours au sein de l'Europe communautaire. Il a fort bien mis en évidence que notre éventuelle adhésion à la CE signifierait la participation à un projet de société immense et mobilisateur, qui inclut un magnifique élan de solidarité extérieure (vis à vis des pays de l'Est notamment) et intérieure (l'aide aux régions européennes les plus défavorisées). Car la Communauté consacre 25% de son budget annuel à la solidarité interrégionale.

En d'autres termes, l'Europe est à construire, et nous pouvons y jouer un rôle, notamment grâce à notre expérience multiculturelle et régionale. Nous pouvons aussi jouer un rôle en investissant dans la mise en oeuvre de l'Europe de l'environnement. Mais nous devons cesser d'aborder la négociation de façon strictement mercantile et comptable, comme certains commentateurs qui n'ont "pas trouvé suffisamment de concret dans l'exposé précité".

Mais croyons-nous sérieusement que les Européens vont continuer à tolérer notre approche de la négociation dans la mesure où elle n'est exprimée que sous forme de troc, d'avantages chiffrés ou d'exceptions aux règles des quatre libertés, pour maintenir les avantages acquis de tel ou tel cartel ou groupe d'intérêts ?

Non. Etre "concrets", cela signifie aujourd'hui élargir notre approche, ouvrir nos positions, participer même sans être encore intégrés et de façon coordonnée avec les Européens aux efforts de solidarité et d'intégration socio-économique de la grande Europe.

Sur le plan économique, nous avons tout à gagner de vivre au coeur d'une Europe prospère. Et sur le plan politique, c'est un sujet beaucoup plus motivant pour les jeunes générations que le taux de la TVA appliqué à tel ou tel produit.

On ne peut donc qu'approuver la conclusion d'Otto Fischer, qui dit que la solution de nos relations avec la Communauté européenne "doit être trouvée dans une collabora-

tion aussi intense que possible avec la CE" et cela que l'on suive la voie de l'intégration comme le préconise Peter Tschopp ou de l'indépendance absolue selon Otto Fischer.

En bref, être concret dans la Suisse de 1990, c'est mettre en oeuvre un peu de cette utopie dont nous parlons tant. Car la solidarité avec nos voisins aujourd'hui, c'est faire preuve de prévoyance pour les générations suisses de demain.